



11/02/2019

GRAND DEBAT NATIONAL BAISIEUX

Compte-rendu de la réunion
publique

Grand débat national – baisieux 11 février 2019

Le Grand Débat National
Réunion de BAISIEUX
Le 11/02/2018

PREAMBULE

La municipalité de Baisieux a pris l'initiative d'organiser un Grand Débat ce lundi 11 février 2019. Près de 60 personnes ont répondu présent. Toutes les générations étaient représentées et chacun a eu la possibilité d'émettre son point de vue.

L'échange a démarré par une introduction de Mr le Maire de Baisieux, Paul Dupont qui en a reprecisé le cadre de ces échanges.

Charlotte Lecocq, député de la 6^{ème} circonscription, était présente, venue essentiellement pour écouter et percevoir de plus près les préoccupations des français.

Monsieur le Maire de Baisieux a aussi annoncé la mise en place en Mairie de Baisieux d'un Cahier de propositions. Celui-ci sera mis à disposition de l'ensemble des citoyens jusqu'au 15 mars prochain, date de clôture du Grand Débat National.

Quatre rapporteurs se sont portés volontaires afin de retranscrire le contenu très riche du débat.

Le présent compte rendu reprend le plus fidèlement possible les idées, sujétions, propositions émises lors de cette réunion publique.

SYNTHESE DES ECHANGES

Thème 1 : Organisation de l'Etat et des Services Publics :

- Sentiment de **complexité et de lourdeur administrative** croissante. Les réformes de simplification ou de nettoyage des procédures entreprises sont abandonnées avant d'obtenir un résultat, ce qui est regrettable.
- **Autour du BAC et du post BAC**, les points suivants ont été soulignés :
 - La réforme du BAC a été mal préparée selon certains, les universités ne sont pas prêtes assumer les conséquences de cette réforme.
 - Un BAC « à la carte » amène à une forte spécialisation mais pénalise les élèves qui n'ont pas décidé de leur avenir. L'orientation vient trop tôt pour certains.
 - La spécialisation risque d'être un critère de sélection pour les universités et donc conduire à une impasse pour ceux qui veulent changer de voie.
 - Le lien entre l'école et l'entreprise est un élément important, nécessitant d'être développé sans oublier la nécessité pour l'enseignement d'ouvrir les esprits.
 - Nécessité de revaloriser l'apprentissage et les filières techniques et professionnelles.
 - Les stages de découverte ne sont pas assez probants.
 - Trop de bacs généraux et trop peu de bacs techniques et pro.
 - Sentiment que l'acceptation d'un dossier en fac reste aléatoire, malgré un bon dossier.
 - Problème de l'accès aux formations universitaires pour les personnes handicapées
- Inquiétude sur le **développement de l'intelligence artificielle**. Perçus comme étant une menace sur l'emploi pour certain (disparition de tâches effectuées par des robots) et pour d'autres l'opportunité de créer d'autres emplois/métiers qui n'existent pas encore à ce jour. **La nécessité de former et d'aider à la reconversion** a été soulignée.
- **La fracture numérique**, faut-il s'en inquiéter ? Elle est perçue comme un danger d'exclusion à l'heure de la dématérialisation administrative, qui fait qu'un nombre croissant de services ne sont disponibles que grâce à internet or certaines personnes en deviennent exclues s'ils n'ont pas internet ou ne le maîtrise pas. La question de « **l'illettrisme numérique** » est posée.
- En ce qui concerne l'emploi, une personne a évoqué la nécessité de développer tous les **emplois liés à l'aide à la personne**. Se pose aussi la question du financement de ces emplois.
- **Transports en commun :**
 - Il y a un manque évident, le développement de l'offre doit s'accélérer. La MEL doit augmenter ses efforts en la matière. Le cas des horaires et de la fréquence des horaires des TER Baisieux – Lille est cité en exemple. Ces horaires ne permettent pas une utilisation pour les parents qui travaillent en centre-ville et doivent auparavant déposer les enfants (écoles, garderie, crèches...) ce qui rend problématique l'usage des transports en commun.
 - Liaisons plus pratiques service jeunesse et transports en commun
 - En lien avec ce sujet des déplacements, une question est posée sur la concentration des emplois dans les grandes agglomérations, ne faut-il pas favoriser des implantations moins urbaines afin de réduire les déplacements « campagnes / villes » ?
- **Arrêté le « rafistolage » et changer radicalement** à l'image de ce qui s'est passé en Islande.

Thème 2 : La transition Ecologique

- En France **n'en fait-on pas trop sur la transition écologique**, au risque de peser sur l'économie et l'emploi. Dans contexte de mondialisation, l'écologie pourrait représenter un frein dans la concurrence internationale face à des pays qui n'ont pas les mêmes normes et les mêmes niveaux d'exigence. A-t-on réellement les moyens de changer ! Ce sentiment n'est pas partagé par tous, **d'autres pensent au contraire qu'il y a urgence**. Nous ne pouvons négliger des changements qui peuvent gravement affecter notre avenir et celui des générations futures. Le gouvernement doit **agir plus vite et apporter des réponses plus concrètes** au déficit climatique et environnemental.
- **Oui pour la transition, mais à quelle vitesse ?** On détruit des emplois et on en crée peu ou pas assez issus des nouveaux métiers de la transition écologique.
- Quelques sujets plus concrets ont été évoqués :
 - o **Voiture électrique**, est-ce une bonne idée ? Est-ce qu'on ne déplace pas le problème de la pollution par le retraitement des batteries usagées ? Est-ce qu'on ne favorise pas la Chine, Japon et Corée qui sont aujourd'hui les seuls pays fournisseurs de batterie. L'Europe n'a pas réagi assez vite pour créer un « Airbus » de la batterie électrique.
 - o **L'utilisation contestée des glyphosates et plus largement des produits chimiques de synthèse**, essentiel pour certains et facteur de destruction de l'environnement pour d'autres mais aussi sur la santé notamment des plus jeunes.
 - o **Recul du gouvernement sur la taxe carbone**, regretté par certain.
 - o **Controverse sur la pêche électrique** qui peut être dangereuse pour la vie marine
 - o **Réduction constante de la biodiversité** ce qui interpelle et pousse à agir
 - o **Des décisions étonnantes** : d'un côté prime au remplacement d'une nouvelle chaudière fioul et de l'autre la volonté de sortir de cette énergie à terme !

Thème 3 : La Fiscalité et les Dépenses Publiques

- Une proposition a émergé sur l'impôt : pour une meilleure justice fiscale, **tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu à juste proportion**, quel que soit le niveau de revenu (alors qu'actuellement moins de 50% sont redevables). Cela redonnerait du sens de l'argent public à tous les citoyens.
- **Justice fiscale : rétablir l'I.S.F.** (même si le rendement de cet impôt est jugé faible). Il est demandé des efforts à chacun, les fortunés ne doivent pas être avantagés par les récentes réformes fiscales.
- **Pertinence de la redistribution.** Débat nourri sur l'affectation des ressources de la Nation : aux plus faibles, à la santé et à l'accompagnement des aînés, aux maladies orphelines (pas assez), aux cures diverses (trop), aux enfants et à l'éducation.
- **Pouvoir d'achat des retraités** : Petite retraite, les minima vieillesse ne permettent pas de vivre dignement ! Depuis plus de 10 ans les revalorisations de ces minima et des indices ne suivent même pas l'inflation. Une demande est aussi formulée, le retour de la demi-part pour le veuf.

- **Débat sur les budgets contraints** : apparition de nouveaux postes (internet et téléphonie sans fil). Ne pourrait-il y avoir des abonnements à prix très faible réservés aux bas revenus, moins de 5€ mensuels sponsorisés par les 4 fournisseurs d'accès.
- **Economies, l'état doit montrer l'exemple.** Les élus : sans vouloir les mettre en cause, Ils sont surtout trop nombreux par rapport aux autres démocraties, en particulier européennes.
- **Changer de doctrine à l'égard de l'entreprise et de l'emploi** : moins de prélèvements (passé de 6% à 25% en quelques décennies), plus de libertés, moins d'aides ! Les charges sociales sont devenues excessives, elles rendent nos entreprises moins compétitives vis à vis de leur concurrents européens en particulier. Au final c'est l'emploi qui en pâtit et rappelons que nous avons un chômage qui ne se résorbe pas depuis 3 décennies.
- **Regret de beaucoup de voir notre industrie mise à mal**, pourtant elle est source potentielle de nombreux emplois. Une industrie visant le haut de gamme doit pouvoir se développer. Comment développer à nouveau ce secteur ? Comment remettre en place les filières courtes ?
- **Une partie des Français préféreraient avoir moins d'aide et moins de prélèvements.** Cela questionne néanmoins sur la solidarité et la fraternité : certaines personnes ont besoin de davantage d'aides que d'autres. Cela questionne aussi sur le financement des retraites : en 1974, 5 actifs cotisaient pour un retraité, en 2019, 1,7 actifs cotisent pour 1 retraité
- Des produits augmentent et font baisser le pouvoir d'achat depuis une loi récente, **la loi Egalim** concernant l'alimentation. D'autres ont salué par contre cette loi dont l'objet est aussi de permettre un niveau de rétribution équitable des producteurs.
- **Dépenses publiques : comment résoudre ce paradoxe**, plus de demandes des citoyens pour moins de prélèvements directs et/ou indirects ! Qui financera la distribution des 10Mds€ accordés aux citoyens suite au mouvement des gilets jaunes ?
- L'état annonce qu'il veut lutter contre l'**évasion fiscale** et dans le même temps il réduit le nombre de fonctionnaire, n'est-ce pas contradictoire ?

Thème 4 : La démocratie et la citoyenneté

- Nécessité de **redonner du sens** pour que les décisions, les orientations soient mieux comprises.
- **Plus de démocratie participative.** Il est essentiel que les citoyens reprennent les choses en main. Il faudrait pouvoir sortir d'une logique calquée sur le mode des partis politiques. Faire davantage confiance à la capacité des personnes de se mettre d'accord. La démocratie doit aussi pouvoir s'exprimer au niveau local, à l'image de conseils de quartiers qui fonctionnent à Lille par exemple.
- **Référendum** pour décider, ou avoir son mot à dire sur les lois. Long débat engagé sur la profondeur du champ référendaire et même son utilité ! L'exemple du Brexit cité comme mauvaise question soumise à référendum, incite à la plus grande vigilance sur les sujets qui seront abordés : sujets de société ou plutôt les sujets ayant trait à la vie courante locale et régionale.

- **Rendre le vote obligatoire** (comme en Belgique)
- **Introduction de la proportionnelle** : les participants sont divisés entre la proportionnelle totale ou partielle. Certains se souviennent que la tentative des années 80 n'avait pas été concluante. Ils prennent aussi l'exemple de la Belgique qui n'a pas eu de gouvernement durant près de 500 jours et qui est aussi difficile à gouverner car en recherche permanente du compromis.
- **Comptabiliser les votes blancs** est présenté par certains comme un remède à l'abstention, fléau de notre démocratie
- **Elections pour l'Assemblée Nationale tous les 3 ans.** Cela permettrait de sanctionner plus vite une politique jugée néfaste, mais serait aussi source d'instabilité.
- **Meilleure connexion des élus de la Nation avec le terrain**, revenir sur le non-cumul des mandats (sans cumul des rémunérations !). La politique doit se rapprocher davantage des citoyens.
- La loi « anticasseurs » est dénoncée comme anti-démocratique
- Débat vif sur l'emploi de la force par les FDO lors des manifestations... (LBD, grenades de désencerclement...) Forte réaction sur la nécessité d'obtenir des résultats sur le maintien de l'ordre !
- **Les jeunes**, ils sont plein d'énergie, ont envie, il faut leur faire davantage confiance !